

## **Propuesta de análisis sobre la aplicación del Sumak Kawsay. Caso ecuatoriano y elementos para una comparación regional**

### **Proposition d'analyse sur l'application du Sumak Kawsay. Cas équatorien et éléments pour une comparaison régionale**

Elena Perino  
(EHESS – LAS)

#### **Abstract**

Le texte suivant vise à analyser la proposition du Sumak Kawsay et ses liens avec les théories du développement à partir de l'expérience de la Révolution Citoyenne instaurée en Équateur en 2007. L'expérience correïste sera analysée à travers une division fictive mais utile entre politiques sociales et économiques, concernant, d'une part, les reconnaissances culturelles, ethniques et pluralistes et, d'autre part, la recherche d'un mode de vie en harmonie avec la nature inspirée par des nouveaux concepts centrés sur le biocentrisme. Cette division sera ensuite reprise pour en analyser les criticités à travers une perspective qui s'ouvre à l'horizon régional, et en particulier au cas bolivien, afin de mettre en lumière les motivations qui conduisent à considérer le Sumak Kawsay comme une énième métamorphose du concept-hydre de développement conventionnel. Celles-ci concernent deux aspects : l'insuffisance des politiques de reconnaissance de la différence non accompagnées de projets pour l'éradication des conjonctures qui les ont rendues nécessaires et la présentation du Sumak Kawsay comme un long "chemin pavé de bonnes intentions", dans lequel l'extractivisme joue le rôle primaire (et peut-être unique).

#### **Sur les décombres du développement**

"Développement" est l'un des concepts qui peut-être plus que tout autre a été en mesure de façonner une ère. Pendant plus de soixante ans, ce principe, conçu comme synonyme de progrès et de civilisation, a su orienter les politiques globales et coloniser les esprits, et, en devenant hégémonique et "sens commun", il a empêché d'éventuelles conceptions alternatives de naître et d'être discutées. Cette période, inaugurée par le célèbre point IV du président Truman, a imposé une division entre les sociétés humaines à lire exclusivement sous la loupe de la dichotomie entre développement et sous-développement, dans la certitude que l'expansion continue des systèmes économicopolitiques efficaces aurait progressivement libéré le "Tiers Monde" de la pauvreté et du retard économique, bref, du "sous-développement". Dans les années 80 (la "décennie perdue" du développement), les limites de ces prédictions enthousiastes se sont révélées évidentes face à un monde de plus en plus inégal. L'idée même de "développement", avec ses corollaires, perd son pouvoir de fascination et commencent à s'élever les premières voix critiques, qui en dénoncent les conséquences néfastes et le caractère idéologique, celui d'un : « mythe pervers qui façonne une activité incessante et stérile, capable de détruire sans relâche des cultures et leurs alentours ; une expérimentation mondiale qui, selon l'expérience des majorités sociales, a échoué lamentablement » (Esteva et Sachs 2003, 43).

Face à cette crise, le concept du développement le développement s'est redéfini, englobant dans ses définitions des dimensions précédemment ignorées sous le poids de l'incontestabilité du PIB comme indicateur macroéconomique par excellence. L'introduction du concept de développement durable est l'une des métamorphoses les plus emblématiques du concept de développement, une expression qui lui a redonné un prestige mondial à travers, principalement, d'une nouvelle et séduisante "tonalité environnementaliste"<sup>1</sup>. Cette expression au très large consensus a été ensuite accusé d'être un

---

<sup>1</sup> Comme il est bien connu, ce terme a été porté à l'attention du monde entier avec le rapport de la commission de l'environnement et du développement de 1987 (*Commission Brundtland*) et est devenu populaire avec la Conférence de Rio des Nations unies sur l'environnement et le développement en 1992.

instrument de communication efficace (et émergé au bon moment), pour donner au développement, qui connaissait dans ces années-là un déclin de confiance, un objectif relativement nouveau et surtout une légitimation renouvelée. De plus, il était très pratique puisqu'il permettrait d'affronter, au moins de manière rhétorique, les problèmes environnementaux, sans menacer l'hégémonie du développement économique et l'idée de croissance illimitée.

Situé dans ce contexte marqué par la naissance des alternatives *de* et *au* développement, radicalement différentes, au moins en apparence, par rapport aux notions euro-américaines, le Sumak Kawsay s'impose bientôt au centre des débats mondiaux en revitalisant la réflexion sur les dérives socioéconomiques et écologiques du développement conventionnel, exprimant sa volonté d'abandonner le système néolibéral et son discours centré sur le progrès et la croissance illimitée. Cette nouvelle conception visant au *Buen Vivir* est apparue comme un paradigme critique inspiré des cosmovisions indigènes et destiné à orienter les politiques des pays qui l'ont adopté comme nouveau principe inspirateur des actions étatiques. Au-delà de sa puissance rhétorique, l'une des caractéristiques principales et peut-être la plus analysée du Sumak Kawsay est son indétermination conceptuelle profonde, qui a conduit à une multiplication de ses conceptions, différentes à partir des positions théoriques et politiques de celui qui le définit. Les origines, les principes inspireurs, les objectifs et les finalités du Sumak Kawsay, ainsi que ses rapports avec le concept de "développement" varient donc selon la posture des intellectuels<sup>2</sup> à l'intérieur du vaste débat, riche en polémiques, que le *Buen Vivir* a engendré.

Cette intervention se pose comme objectif celui de présenter les incohérences entre le discours et les pratiques liées au Sumak Kawsay, approfondies à partir de l'expérience équatorienne de la *Revolución Ciudadana* et enfin discuté dans le domaine régional, en mettant en lumière les limites qui rendent manifeste la difficulté de le concevoir comme, au-delà de la dimension rhétorique et de ses déclarations de principes, une vraie "alternative au concept de développement".

### **En définissant le Sumak Kawsay**

L'émergence du Sumak Kawsay<sup>3</sup> et sa subséquente imposition dans les débats sur le développement en Amérique latine s'inscrit dans une particulière conjoncture marquée par des transformations politiques et épistémologiques qui ont transformé la région depuis la fin des années 90, dans un contexte de forte présence des mouvements sociaux et indigènes contre les coûts très élevés, en termes sociaux et économiques, de décennies de néolibéralisme. L'un des résultats des fortes revendications qui se sont imposées dans la région a été un important avancement des droits des peuples autochtones dans le cadre du système juridique international<sup>4</sup>.

Au début du nouveau siècle, dans le cadre de ce processus transformatif de luttes sociales et indigènes et de refus au consensus de Washington, nous assistons au *giro a la izquierda* de plusieurs pays de la région, dans lequel s'insère l'élaboration des nouvelles constitutions équatorienne (2008) et Bolivienne (2009), qui visent à la création d'États plurinationaux orientés par le nouveau principe inspirateur et guide des gouvernements du "socialisme du siècle XXI" : le Sumak Kawsay (ou Buen

---

<sup>2</sup> L'analyse de Hidalgo-Capitán et Cubillo-Guevara (2014) résulte en ce sens exemplaire, car elle met en lumière les trois principaux courants de pensée sur le Sumak Kawsay et sur les multiples questions qu'il soulève : le courant "socialiste et étatiste", le "post-développementaliste et écologistes", et l'"indigéniste".

<sup>3</sup> Pour une raison de clarté, tout au long du texte je ferai usage de l'expression "Sumak Kawsay" ou "Bien Vivir", et non pas de "Suma Qamaña" ou "Vivir Bien", même en me référant au contexte bolivien.

<sup>4</sup> Les premières reconnaissances en optique pluraliste des constitutions multiculturelles et la signature de la Convention 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux ont été suivies d'un deuxième cycle de réformes constitutionnelles dans toute l'Amérique latine, pour arriver jusqu'à l'élaboration des concepts de "nation multiethnique" et d'"État plurinational" et enfin à l'approbation, dans le cadre de l'Assemblée de l'ONU, de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de 2007.

Vivir) en Équateur et le Suma Qamaña (ou Vivir Bien) en Bolivie. Ceci est généralement défini comme un mode de vie en harmonie avec la nature et avec la communauté, inspiré par les cosmovisions andines et tendant à la réalisation de la justice sociale, de la durabilité environnementale et d'une "vie en plénitude". Bien que, comme je l'ai indiqué, il manque une définition claire et univoque du Sumak Kawsay, il est toutefois possible d'entrevoir quelques points en commun à partir des lois constitutionnelles des deux pays pris comme exemples.

Le Sumak Kawsay se présente donc comme une formule critique à l'égard du concept de développement occidental-capitaliste et de sa façon de vivre manifestement insoutenable. Dans cette optique, il abandonne les idéaux du progrès et de la croissance infinie et les "recettes" typiques du développement conventionnel avec ses quelques variables définies, proposant, au contraire, une vision du développement intégral et multifactoriel à l'intérieur de laquelle prennent signification et importance de multiples éléments : les différences culturelles, la pluralité de savoirs, langues et pratiques, le respect et la protection de la nature et la participation directe de la citoyenneté. De même, les principes qui inspirent ce projet innovant abandonnent une approche exclusivement centrée sur le profit ou sur l'accumulation du capital pour elle-même, et se concentrent sur la réalisation d'un idéal communautaire fondé sur la réciprocité et la complémentarité.

De plus, le Sumak Kawsay se fonde sur le biocentrisme, contre l'anthropocentrisme obstiné des sociétés capitalistes. La nature est ainsi dépouillée de sa condition de ressource, en reconnaissant sa valeur intrinsèque, immanente à elle, qui ne réside plus dans sa valeur monétaire. Ceci est certainement l'un des aspects fondamentaux de ce concept, et la reconnaissance des droits de la nature consacrés par la constitution équatorienne est sans doute sa plus haute expression.

Enfin, le Sumak Kawsay exige la reconnaissance d'une société plurielle et des droits individuels et collectifs des populations autochtones, à l'intérieur d'États anticoloniaux, inclusifs et démocratiques, contre les États modernes monoculturels, hégémoniques et excluants (García Álvarez 2014, 51). Il est clair que à l'intérieur de ce paradigme on prétend inclure les propositions liées à la théorie critique latino-américaine. Parmi celles-ci, l'interculturalité, radicalement différente du multiculturalisme, prend une place centrale, avec la décolonisation du savoir et du pouvoir (Quijano 2007 ; Walsh 2007, 2008) et la conséquente reconnaissance de l'"épistémologie du Sud" telle que définie par Boaventura de Souza Santos (2009).

Pour s'accoster à l'étude du concept de Sumak Kawsay, il est essentiel de prendre en considération un ultérieur aspect : le concept de "transition", car le Buen Vivir, pour être atteint, doit être planifié par la mise en place d'une stratégie à long terme. Cette transition a pour objectif de réorienter la production des pays pour aboutir, enfin, à l'établissement de nouvelles relations socioéconomiques et environnementales vertueuses, dans un système caractérisé par l'*accumulation pour la vie* (Huanacuni, 2010). Une fois que le Buen Vivir s'est établi comme aspiration et concept inspirant les projets politiques vers la construction d'une société nouvelle, pour atteindre le nouvel horizon ainsi défini, il s'avère nécessaire de réaliser toute une série de réformes institutionnelles programmatiques et normatives permettant au Sumak Kawsay de passer de la théorie à la pratique, à travers une série de mesures qui, bien qu'apparemment en complète rupture avec ses principes, sont présentée comme une étape indispensable vers la réalisation de la société "en harmonie avec la nature et avec la communauté". C'est dans cette optique que des institutions créées *ad hoc*, comme la *Secretaria Nacional de Planificación y Desarrollo* (SEMPLADES) en Équateur et le *Ministerio de Planificación del Desarrollo* (MPD) en Bolivie, mettent en place des plans pluriannuels de développement nationaux.

Au-delà de la dimension discursive, les révisions critiques auxquelles le Sumak Kawsay a été soumis en soulignent le manque de précision en termes d'élaboration conceptuelle, l'essentialisme qui

caractérise le discours sur son origine prétendument "andine" et l'incohérence évidente qui en marque l'application dans les politiques économiques et sociales des pays emblématiques de ce "changement de cap" (Bretón, Cortez y García 2014). L'Équateur est l'un des pays où ces incohérences sont particulièrement évidentes, raison pour laquelle sa situation mérite une brève digression qui servira de base pour construire une analyse comparative mettant en lumière les limites du Sumak Kawsay au niveau régional.

### **Le Sumak Kawsay dans la pratique : observations depuis la *Revolución Ciudadana***

En Équateur, le tournant politique anti-néolibéral a été incarné par la Révolution Citoyenne du président Rafael Correa à partir de 2007. Correa arrive à la présidence après une longue période d'instabilité politique et avec le souvenir encore très présent de la "décennie noire", qu'entre les années 1996 et 2002, avec les présidences de Bucaram et Mahuad avait entraîné le pays dans une tragique crise économique, financière et sociale. Malgré cela, les conditions économiques et sociales au moment de l'élection de Correa étaient relativement favorables, et avec les meilleurs indicateurs économiques des trois dernières décennies.

Le discours du président, nationaliste et anti-impérialiste, s'impose dans le pays. Comme mentionné plus haut, en 2008 est adoptée une nouvelle loi constitutionnelle qui assume le Sumak Kawsay comme guide et inspiration des actions de l'État, et, en dirigeant son attention vers les cultures dites "ancestrales", reconnaît la "plurinationalité" et l'"interculturalité" du pays, l'espace de co-officialité du Kichwa et du Shuar à côté du castillan en tant que "langues officielles de relation interculturelle" et les droits de la nature. La SEMPLADES se positionne comme l'organe chargé de l'élaboration de la "stratégie de développement" nationale et de la planification de la transition vers le Sumak Kawsay, avec l'élaboration des deux *Planes Nacionales para el Buen Vivir* centrés sur les "droits du Buen Vivir", organisés sur 12 objectifs. Le premier PNBV (2009-2013) visait au changement de mode de production à travers la création d'une *Estrategia Nacional de Largo Plazo* (ENLP), un plan en quatre phases aux influences clairement néo-rostowniennes du développement "en étapes". Celle-ci prévoyait un fort renforcement des industries stratégiques, c'est-à-dire les industries extractives, dans l'optique d'un futur dépassement du modèle primaire-exportateur, la souveraineté nationale sur le sous-sol (qui aurait accordé à l'Équateur un pouvoir accru de négociation vis-à-vis des entreprises), et une augmentation de la rente pétrolière par une amélioration des conditions contractuelles, le tout accompagné d'un rôle central de l'État dans l'administration directe des services de compensation à travers l'*Ecuador Estratégico*, une nouvelle entité articulée au *Ministerio Coordinador de Sectores Estratégicos*.

Conformément à la philosophie propre au projet politique correïste, les premières interventions de la Révolution, qui promettait de sortir le pays de la "*larga noche neoliberal*" (Becker 2015, 4) ont eu pour objectif d'encourager le retour de l'État comme dispensateur de welfare – un État à nouveau dirigeant de l'économie et de la société sur son territoire - la démocratie directe, la protection du marché intérieur contre la concurrence internationale et le contrôle des mouvements de capital. Le retour de l'État et de ses politiques sociales visant à atténuer les effets des politiques précédentes dans un pays fortement inégalitaire ont été financés au moyen des importantes recettes provenant de l'exportation de minéraux et d'hydrocarbures. En ce sens, plus qu'une véritable révolution, l'Équateur de Correa aurait construit un "État compensateur", défini comme "un État [...] dédié à la distribution des rendements obtenus des ressources naturelles de manière à légitimer le modèle extractiviste" (Conaghan 2015, 8).

**- *Les limites de l'Etat Plurinational, Interculturel y Décentralisé***

Les reconnaissances constitutionnelles et les pratiques visant à la "décolonisation" du pays n'ont pas empêché le gouvernement d'entrer rapidement en confrontation avec le mouvement autochtone représenté par la CONAIE. Pendant l'assemblée constitutionnelle inaugurée le 27 novembre 2007, on peut déjà trouver des criticités liées à une très forte présence de l'exécutif et, malgré la mise en œuvre de plusieurs projets pour donner l'image d'une "Constitution participative", la faible autonomie de ces derniers vis-à-vis du gouvernement a fait l'objet de sérieux doutes sur la nature du partage encouragé par ces pratiques, qui conduisent à identifier les premières limites de l'État participatif et interculturel. Dans ce sens, on peut mieux interpréter le soutien initial accordé aux demandes du mouvement indigène dans le projet politique de la Révolution Citoyenne. Selon l'analyse d'Ortiz Lemos (2015), la réception des revendications liées à la proclamation de l'Etat plurinational<sup>5</sup>, à la reconnaissance des droits collectifs et à la construction d'une démocratie réellement participative, s'est inscrite dans un contexte de forte nécessité, de la part de l'État, du soutien des mouvements sociaux organisés autour des organisations autochtones, fondamental pour légitimer son programme politique. Une fois ces demandes reçues, le gouvernement a réduit les débats principaux à des "'forfaits culturels' présentés à l'aide des slogans" (Ortiz Lemos 2015, 33) et des discours prêt-à-porter. Si, comme je l'ai indiqué précédemment, la demande d'un Etat plurinational (concernant donc l'autonomie des organisations autochtones et leur représentation au sein de la structure de l'État) était acceptée, en même temps on évitait de donner une définition réelle et rigoureuse de celle-ci, en la vidant de sens et l'utilisant pour feindre une inclusion de la diversité ethnique dans le pays, favorisant au contraire la consolidation et la prédominance de l'État central.

Si ces facteurs ont nui au climat initial de soutien à la Révolution, le premier affrontement direct entre celle-ci et le mouvement indigène a eu lieu le 20 janvier 2009, à l'occasion d'une importante manifestation convoquée par la CONAIE contre une loi minière qui aurait lancé l'exploitation minière à grande échelle et contre un projet concernant les *Leyes de aguas*, craint et fortement rejeté par le risque d'une privatisation conséquente de cette ressource. À partir de là, les relations entre le président et les mouvements indigènes et sociaux du pays ont continué à se détériorer sans cesse, dans un climat de présence croissante de l'État au sein de la vie des citoyens et des organisations et d'un approfondissement des conflits socio-environnementaux en relation avec les féroces politiques extractivistes. Un autre facteur de désaccord entre le gouvernement et le mouvement indigène, souligné par Altmann (2016), réside dans la différence radicale dans la conception du Sumak Kawsay : si pour le première celui-ci s'annonçait comme une alternative au capitalisme qui laissait intouchées les matrices coloniales qui soutiennent la société équatorienne et le même discours gouvernemental, pour le mouvement indigène ce concept doit être compris comme un moment de rupture (*Pachakutik*) et alternative radicale aux formes de société et aux modes de vie en clé décoloniale.

Le malaise suscité par les incohérences entre un changement politique apparemment ouvert à la pluralité de sa société et aux revendications du mouvement autochtone et une pratique hyper-présidentielle et centraliste, s'approfondisse encore avec l'imposition d'un fort système de contrôle social. Celui-ci, justifié par l'objectif de la Révolution citoyenne de faire prévaloir l'intérêt public sur l'intérêt privé, a été mis en œuvre à travers une lutte contre la corruption qui s'est traduite par un conflit contre les médias et les mouvements sociaux. Selon l'analyse réalisée par Conaghan (2015), c'est grâce à l'imposition d'un nombre important de nouvelles lois, ordonnances exécutives et règlements bureaucratiques, que l'on commence à constater une influence nouvelle et importante de l'État sur la discipline et la réglementation de la société civile. A partir des premières années de l'administration correïste, les organisations sociales se sont ainsi trouvées à être réglementées par les

---

<sup>5</sup> La plurinationalité est entendue par la CONAIE comme "une récupération et une décolonisation de l'Etat, en l'ouvrant à une large participation de toute la population et en garantissant les droits collectifs comme les droits individuels [...] un système d'autonomie territoriale, une extension de la démocratie, notamment en ce qui concerne le contrôle des ressources, la pluralité juridique et l'officialisation des langues autochtones" (Ramírez, cité dans Altmann 2017, 118).

nouvelles bureaucraties étatiques dotées de pouvoirs substantiels, comme le pouvoir de supervision et de surveillance quotidienne de leur comportement et de leurs activités ou le pouvoir d'imposer des sanctions en cas de non-respect des nombreuses prescriptions, en faisant émerger un programme inédit de contrôle social direct par l'exécutif qui attaque la matrice organisationnelle de la société civile, à travers un modèle d'État qui étend son pouvoir dans chaque domaine de la vie sociale.

Ce type de gouvernement était caractérisé par un mécanisme particulier : une fois diagnostiqués ceux qui étaient considérés comme les maux de la société équatorienne et propagés à travers la transmission télévisée ponctuelle du samedi, le "*Enlace Ciudadano*" - dans laquelle le président insistait sur les résultats obtenus par la Révolution et sur ses projets futurs - les remèdes appropriés étaient offerts. Dans ce diagnostic, non seulement les groupes d'intérêts, mais aussi les institutions organisées comme les syndicats et les mouvements sociaux étaient souvent considérés comme des lieux de corruption, de pratiques antidémocratiques ou discriminatoires : alors, à l'instar de l'État, il fallait mettre en place des mécanismes de surveillance garantissant la transparence et la responsabilité. La discipline de la vie associative, associée à une répression déjà entamée par d'autres moyens contre le mouvement indigène, s'est intensifiée avec la publication du décret exécutif 16, en juin 2013, auquel la *Ley Orgánica de Participación Ciudadana* (LOPC) avait ouvert la voie.

Le décret visait à étendre les dispositions régissant l'enregistrement des informations des organisations dans un système national unifié, ce qui en faciliterait le suivi. Ce système, qui devait servir officiellement à "fomenter la participation citoyenne", est devenu un puissant instrument de régulation sociale, dans la mesure où il a été capable de cartographier et de surveiller les comportements et de contenir des dispositions qui ont légitimé les autorités à imposer certaines conduites et leurs sanctions correspondantes en cas de non-respect de ces directives. Les organisations et les mouvements sociaux critiques envers les politiques du gouvernement ont ainsi été fortement limités et soumis à un risque permanent de dissolution, aggravé par le langage délibérément ambigu du décret. Selon l'ECUARUNARI (Confédération des Peuples de Nationalité Kichwa de l'Equateur), l'interdiction d'activité politique imposée par le décret était une mesure destinée à refuser aux organisations autochtones et aux syndicalistes leur droit à la liberté d'expression<sup>6</sup>. À ces criticités s'ajoute la multiplication des confrontations entre état et mouvement indigène liées à la perte d'autonomie dans tous les espaces décisionnels que ce dernier avait gagné à travers les luttes des décennies précédentes – je me réfère en particulier au CONDEPE et à la DINEIB<sup>7</sup>.

Un dernier point, qui met en évidence l'incohérence entre le pluralisme et l'interculturalité inspirée par le Sumak Kawsay et la politique réelle de l'État équatorien, mérite au moins d'être mentionné. Je fais allusion à la délégitimation et à la criminalisation de la protestation sociale. Toutes deux ont été réalisées par le biais des discours fortement médiatisés du président et des autres autorités de l'État<sup>8</sup>

---

<sup>6</sup> Considérant la LOPC comme une atteinte aux libertés civiles, l'ECUARUNARI, l'UNE (*Unión Nacional de Educadores*) et la CUCOMITAE (*Confederación Unitaria de Comerciantes Minoristas y Trabajadores Autónomos del Ecuador*) ont tenté de porter l'affaire devant la Commission Interaméricaine des Droits de L'homme en octobre 2013. Par la suite, Humans Right Watch, Amnesty International et l'OEA (Organisation des États américains) ont rejoint l'action. Correa a répondu par une campagne contre l'ingérence de l'OEA dans les affaires intérieures équatoriennes, en accordant peu d'attention à l'action contre le décret 16. Finalement, en 2016, l'UNE a été dissoute, tandis que Pachamama, une organisation liée aux militants indigènes et à l'écologie, a été dissoute en 2013. La décision gouvernementale a fait suite à des affrontements entre militants et invités à une conférence parrainée par le gouvernement sur les industries pétrolières.

<sup>7</sup> Le *Consejo de Desarrollo de las Nacionalidades y Pueblos Indígenas del Ecuador* et la *Dirección Nacional de Educación Intercultural Bilingüe*.

<sup>8</sup> Dans ces discours, les images liées à l'"altérité" incarnée par les indigènes et formulées par les élites du pays continuaient à se traduire en clichés désobligeants et racistes. Selon l'enquête de Granda Vega (2016) sur le "*Enlace Ciudadano*" de Rafael Correa, ces discours présidentiels étaient fondés sur la reproduction d'une image excluant de l'indigène, présenté comme enfant, incapable de parler pour lui-même (soutenant les formes ventriloques de représentation théorisées par Guerrero [2000]), coupable d'un prétendu "sous-développement" du pays ou, finalement, comme "objet exotique". A travers un accent sur les concepts foucauldien de "volonté de vérité" et de "savoir" en tant que principes d'exclusion qui

et à travers des mesures de détention des militants sociaux. En outre, en raison de son caractère potentiellement déstabilisateur de l'ordre public, plusieurs mesures ont été mises en œuvre afin d'affaiblir la capacité d'action du mouvement indigène. Ces mesures allaient de la résurrection d'organisations autochtones déjà inopérantes (Ortiz Lemos 2015, 38) jusqu'à la mise en place d' "un système de redistribution de la richesse fortement clientéliste, afin d'élargir les bases du consensus par l'exécutif et de démobiliser la lutte sociale, à travers la distribution de biens et d'infrastructures dans un contexte marqué par la précarité de l'accès aux ressources" (Bretón 2013, 83).

En conclusion, l'administration de Correa, se fondant sur la centralisation du pouvoir exécutif, a étendu massivement le contrôle et la réglementation étatique de la société, non seulement via une application plus stricte des normes existantes, mais aussi par une accumulation de nouvelles règles qui ont paralysé, par la lenteur d'un appareil bureaucratique de plus en plus imposant, les activités quotidiennes des mouvements indigènes et sociaux. Peines plus sévères, extension des comportements sanctionnés par la loi et augmentation de ceux qui sont considérés comme illégitimes, obligation d'enregistrement dans les registres de l'État, exigence de la planification des activités, nouvelles bureaucraties qui contrôlent l'application de nouvelles lois sous le contrôle direct du Président sans contrôles externes ou indépendants : c'est ainsi qu'un système hyper-présidentiel a été mis en place, plongé dans un étatsisme politisé (Conaghan 2015) dans lequel les organisations sociales ont dû s'orienter. À la lumière de ce qui précède, on comprend les motivations qui ont conduit à une rupture profonde entre ces dernières et le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle de la Révolution citoyenne, considéré par la CONAIE plutôt comme "*colonialisme du XXI<sup>e</sup> siècle*" (cité dans Altmann 2017, 117).

### **- Les limites de l'Etat des "droits de la nature"**

Les incohérences entre les déclarations constitutionnelles et les politiques mises en œuvre au nom du "vivre bien, non mieux", deviennent encore plus évidentes si elles sont associées aux politiques économiques que dans le pays (et en général dans les pays de la nouvelle gauche) se sont concentrées sur un durcissement sans précédent de l'extractivisme. En Équateur, les principes biocentriques sur lesquels s'était bâtie la proposition pour la reconnaissance des droits de la nature se fondent sans solution de continuité avec une économie basée sur des modèles à caractère extractif et agroindustriel, qui s'est ouverte à l'exploitation minière à grande échelle et à la préparation de projets colossaux de deuxième génération, suivis par des innombrables conflits socio-environnementaux que ce genre d'initiatives, inévitablement, suscitent. Le gouvernement équatorien, fort de sa nouvelle constitution "radicale" et guidé par les principes écologistes du Sumak Kawsay, a progressivement développé une stratégie pour faciliter et légitimer sa pénétration toujours plus massive et invasive dans le territoire amazonien. Celle-ci s'est déployée autour de la création d'un discours nationaliste dans lequel la nécessité de la mise en œuvre croissante des politiques extractives a été justifiée par une logique liée tant à la transition vers le Buen Vivir quant à la lutte contre la pauvreté. La devise « surmonter l'extractivisme grâce à l'extractivisme » (Suarez Cantos 2017) a été ainsi présentée comme un discours qui a légitimé la dévastation environnementale dans le cadre de son surpassement et qui a donné lieu à une forte fragmentation sociale suivie par la criminalisation de la protestation anti-extractivisme. Au-delà des déclarations rhétoriques, le gouvernement de la Révolution citoyenne a dû démontrer un réel retour de l'État dans la vie de ses citoyens et une rupture avec le passé néolibéral.

---

imposent des limites à ce qui est dicible et à ce qui ne l'est pas (selon un ordre de vérité qui fait que certains discours sont *acceptés et faits fonctionner* comme vrais), l'auteur a analysé comment les dispositifs de pouvoir, en plus d'empêcher la prolifération des discours autres que ceux construits comme vrais, détermine ce sur quoi on peut parler et quelles sont les pratiques discursives permises et pratiquées. Les discours qui ont finalement le droit de circuler ne parlent pas seulement de l'autre, ils le forment, ils le *fabriquent systématiquement*. Dans le discours de l'Enlace Ciudadano, "l'indigène" était construit, en le personnifiant dans ses dirigeants, comme coupable du prétendu retard du pays. En se concentrant constamment sur la dialectique entre le développement et le sous-développement, souvent en faisant des comparaisons avec le "monde européen" comme exemple de vertu, le président reliait à plusieurs reprises le leadership indigène au fondamentalisme, au mensonge, à la violence et à l'opposition à tout projet.

Cette double exigence s'est traduite par une forte posture orientée vers la récupération d'une majeure participation étatique dans la rente pétrolière et minière à travers la signature de contrats "révolutionnaires"<sup>9</sup>.

Ces conditions, en combinaison avec une conjoncture positive liée au prix élevé des matières premières (qui a ensuite laissé place à un endettement avec les pays exportateurs), ont permis d'augmenter les investissements dans des secteurs comme l'éducation ou la santé, en définissant des actions qui ont servi à soutenir l'image propagandé d'un Etat fort, unitaire et actif au bénéfice de tous ses citoyens. Cependant, comme plusieurs auteurs l'ont fait remarquer (de la Torre 2011 ; Tuaza 2011 ; Bretón y Novo 2015), les dépenses sociales en faveur de la population autochtone ont été marquées par une logique clientéliste<sup>10</sup> visant à affaiblir et à délégitimer les mouvements sociaux jugés, aux côtés d'un certain journalisme, comme "ennemis de la révolution". La création de la nécessité de pénétrer l'*Oriente* et d'en extraire les ressources naturelles (résumable dans l'adage "*no podemos ser mendigos sentados en un saco de oro*"<sup>11</sup>) a été opérée à travers une rhétorique de très forte délégitimation du mouvement indigène accompagnée, dans certaines régions du pays<sup>12</sup>, d'une militarisation des lieux disputés, pendant laquelle les arrestations et les condamnations sont devenues de plus en plus fréquentes. Enfin, des politiques sociales et de redistribution ciblées et une utilisation démesurée de l'état d'urgence se sont ajoutées à une campagne électorale perpétuelle, pour la propagande des actions d'un Etat de plus en plus intrusif.

En observant le Buen Vivir dans la pratique, on peut identifier au moins deux problématiques principales. La première a à voir avec l'incohérence entre la déclaration d'un état plurinational et interculturel et un système hyper-présidentiel avec un rapport orageux avec les mouvements sociaux et indigènes du pays. La deuxième criticité, que j'ai illustrée à partir de l'administration *correista*, est en revanche un véritable signe distinctif des pays de la nouvelle gauche : la déclaration de principes biocentriques accompagnée par l'intensification d'une politique néoextractiviste développementaliste (à voir, un extractivisme accompagné par de politiques de redistribution de la rente ou un "capitalisme andin-amazonique", tel que défini par l'ancien vice-président bolivien García Linera). Dans le but d'élargir la réflexion sur les limites du Sumak Kawsay en tant qu'alternative au développement, je propose à continuation un approfondissement sur ces deux points critiques qui caractérisent les politiques sociales et économiques inspirées par ce concept multiforme, en intégrant l'expérience équatorienne à celle de la Bolivie.

---

<sup>9</sup> En ce qui concerne l'aspect lié à la négociation pétrolière, le gouvernement de Correa a changé la modalité contractuelle, dès les contrats de Participation aux contrats de Prestation de Services, qui ont fonctionné jusqu'à 2014, soit jusqu'à ce que les prix des hydrocarbures se sont maintenus élevés (70 dollars le baril en moyenne, avec des pics allant jusqu'à 140 dollars).

<sup>10</sup> Les programmes sociaux comme le bonus de 35 dollars, les projets d'appui au logement ou de protection des *páramos* répondaient à une logique non proprement altruiste : en effet, l'accès à ces programmes était subordonné à la participation à une organisation communautaire, et, puisque la CONAIE était en conflit avec l'exécutif, un certain nombre d'organisations parallèles ont alors commencé à émerger. Cette stratégie fait écho à la tendance déjà mentionnée d'éviter le dialogue avec les fédérations nationales en faisant "ressusciter" des organisations déjà inactives comme la FEI (Fédération Équatorienne des Indiens).

<sup>11</sup> Traduisible par : "Nous ne pouvons pas être des mendiants assis sur un sac d'or". Dans cette perspective, Pablo Davalos (2013) a remis en question la véracité de cette affirmation et de la légitimation de l'extractivisme qui repose sur la croyance que son revenu financerait les dépenses sociales, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

<sup>12</sup> Il s'agit notamment de ce qui s'est passé dans les provinces de Zamora Chinchipe ou de Morona Santiago, où l'état d'exception est devenu une situation permanente et une méthode de gestion des conflits sociaux.

## **Observation des criticités du Sumak Kawsay au niveau régional. Analyse de l'attribution des droits sur une base culturelle et des politiques économiques fondées sur le "néo-extractivisme progressiste".**

Comme je l'ai souligné, les limites les plus évidentes du Sumak Kawsay comme instrument de construction d'un modèle de développement alternatif concernent au moins deux de ses domaines d'application : les reconnaissances constitutionnelles au caractère interculturel et plurinational des États progressistes et les politiques économiques pour la transition vers le Buen Vivir.

La première critique est imputable aux effets vicieux causés par une situation où la reconnaissance de la différence (ethnique et culturelle) des populations autochtones et l'octroi de droits collectifs sur cette base sont systématiquement déliés d'une altération des conditions qui en provoquent la structurelle exclusion économique et politique à l'intérieur des sociétés nationales<sup>13</sup>. Comme l'a démontré Hale (2018), en effet, l'octroi de droits basés sur la différence (comme la co-officialité des langues ancestrales ou les quotas indigènes) sans la mise en œuvre d'actions concrètes orientées à combattre les inégalités sociales et économiques, fini par engendrer un renforcement de l'"ethno-normalisation" (liée à la faculté de l'institution publique de définir et d'identifier les ayants droit, qui aboutit à une imposition de *qui* peut être considéré comme "indigène" et qui non), du phénomène du "racisme à l'envers" et des politiques de délégitimation à l'égard de ce segment de la population autochtone qui ne s'adapte pas à devenir bénéficiaire de droits dans une logique de clientélisme définie par l'auteur comme "*síndrome del indio permitido*".

Dans le cas de l'Équateur, à cette tendance il faut ajouter le fait que ces politiques de reconnaissance sont allées de pair avec un processus d'érosion vers des espaces d'autonomie durement conquis par le mouvement indigène<sup>14</sup>. Bien que, certes, des politiques de redistribution importantes aient été mises en œuvre, elles ont été caractérisées par un certain degré de clientélisme qui ne permet pas d'aboutir à des conclusions enthousiastes. Tous ces facteurs, ajoutés à la criminalisation et à la délégitimation des mouvements autochtones et sociaux opposés aux politiques étatiques (notamment en ce qui concerne les mégaprojets d'extraction, mais pas seulement) et à l'appropriation et à la cooptation gouvernementales de l'agenda du mouvement, font conclure que, même dans les pays du Sumak Kawsay et à un moment historique où le panorama juridique pour la défense des droits des peuples indigènes semble être plus que jamais favorable, on assiste au retour à une stratégie que Charles Hale (2005, 2014) a défini "multiculturalisme néolibéral"<sup>15</sup>, qui, en raison de l'ampleur et de la gravité des

---

<sup>13</sup> Il ne fait aucun doute que les politiques de reconnaissance sur base culturelle ont représenté des importants succès des mouvements indigènes de la région - il est en effet évident comme à travers un discours "pan-indigène" de revendication de la différence, les mouvements indigènes ont su créer un vaste plateforme de lutte et un réseau de soutien avec d'autres organisations (anti-néolibérales, altermondialistes) au niveau mondial et ainsi mettre en lumière les obscures dynamiques du colonialisme. Dans ce contexte l'ethnicité, en se faisant mémoire, a représenté une résistance à la tendance à l'oubli des pratiques et des savoirs, des langues et des valeurs pendant des siècles réduits au silence et infériorisés. En revanche, ce qu'il est important de souligner, ce sont les incohérences dérivées de l'adoption et de l'incorporation de ces revendications dans le discours et les politiques des gouvernements progressistes au nom du "Sumak Kawsay".

<sup>14</sup> La perte de l'autonomie de gestion de l'Education Interculturelle Bilangue en février 2009 est l'un des cas les plus flagrants et les plus douloureux pour le mouvement indigène, en raison de son importance tant concrète quant symbolique et du rôle crucial qu'il a joué dans la formation de ses revendications depuis sa construction. L'EIB est passée d'être un projet géré en totale indépendance par le mouvement, visé à la reconstruction de la mémoire et à la récupération des connaissances et des pratiques propres, à devenir un système éducatif contrôlé au niveau étatique, dépolitisé et patente tant d'un manque systématique de fonds que d'un discours stigmatisant qui a permis l'instauration d'une logique fondée sur l'"efficacité" et, de fait, sur l'exclusion. Des autres exemples ont à voir avec la dissolution de la CODENPE (*Consejo de Desarrollo de las Nacionalidades y Pueblos del Ecuador*), de la CODAE (*Corporación de Desarrollo Afro-Ecuatoriano*) et du CODEPMOC (*Consejo de Desarrollo del Pueblo Montubio de la Costa*).

<sup>15</sup> Cette stratégie consiste dans une reconnaissance stratégique de la part de l'État, jusqu'au niveau constitutionnel, de la diversité culturelle de sa société. Cette reconnaissance conduise ensuite à l'octroi de droits culturels non seulement totalement inoffensifs du point de vue de leur potentiel de risque pour l'intégrité de l'État, mais même utiles à l'exercice

phénomènes observés, semble être encore plus grave dans le contexte post-néolibérale du socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle (Hale 2018; Bretón y Novo 2015), en dépit des promesses de changement radical typiques de la période progressiste.

Jean-Pierre Chaumeil (2017), à travers la formule de "paradoxe comme gouvernement", parle en ce sens de véritable *modalité planifiée de gouvernement* des populations autochtones, dans laquelle les politiques publiques de reconnaissance de la diversité ethnique et culturelle et des droits collectifs indigènes sont constamment entravées ou immobilisées par une pratique qui tend à créer les conditions pour ne pas les mettre en œuvre et pour ne pas permettre l'exercice des droits qu'on prétend défendre. Cette contradiction permanente, qui définit la "double face" des gouvernements (Chaumeil 2017, 26) s'avère utile pour contrôler, limiter et "discipliner" les revendications indigènes et pour camoufler un préjudiciable appui au secteur privé. Cette stratégie est particulièrement évidente dans la conflictualité (liée à l'idée de la fonction sociale et/ou économique de la terre présente dans les constitutions équatorienne et bolivienne) qui lie la reconnaissance du droit au territoire à l'impulsion de l'extractivisme, qui conduise, par exemple, à un manquement systématique à l'obligation de consultation préalable ou à de processus d'expulsion des communautés locales présentes dans les zones affectées par les projets miniers. Un dernier exemple fourni par l'auteur, tiré de l'expérience bolivienne, s'avère utile pour comprendre la portée de cette stratégie. Cela concerne le droit des peuples autochtones à créer leur propre gouvernement, qui, bien qu'il ait été reconnu par la *Ley de Autonomias* du 2009, il a ensuite été régulièrement bloqué par l'excessif nombre de conditions requises et par le manque éloquent de fonds destinés à financer ces processus. Il est donc clair comment, en définitive, le paradoxe comme gouvernement permet de "mettre en scène" un état participatif, démocratique, interculturel et plurinational, au moyen de déclarations d'intention accompagnées d'une bureaucratie massive et/ou d'un manque récurrent de financement à l'appui des processus et des droits que l'on entend (seulement rhétoriquement) soutenir et reconnaître.

Du point de vue de la politique économique, l'Équateur et la Bolivie souffrent de la même limite, ayant en effet tous deux mis en œuvre ce qu'on a appelé un "néolibéralisme avec une politique sociale" fondé sur la déprédation environnementale comme tactique pour stimuler la transition vers le Sumak Kawsay. En totale contradiction avec les principes biocentriques et respectueux de la plurinationalité et de l'interculturalité reconnues au niveau constitutionnel, dans ces deux pays le droit au Bien Vivir comme nouvelle orientation des politiques étatiques est devenu, plus qu'une critique radicale du capitalisme et une réelle proposition de changement, un mot-clé pour justifier son antithèse. Le concept du « *vivir bien, no mejor* » (Becker 2015, 4), en dernière analyse a servi à soutenir, en lui offrant des irrésistibles nuances ethno-écologistes, un modèle d'industrialisation basé sur l'impulsion vers les grandes infrastructures, une activité agricole d'exportation de type latifundiaire et un système extractiviste, ce dernier étant considéré comme une source nécessaire de profit pour financer les politiques assistancielles pour la lutte contre la pauvreté. Enfin, l'approche du Sumak Kawsay, si bien aurait pu être un puissant outil de transformation sociale pour sa capacité à remettre en cause les modèles de développement ethnocentriques et ethnocides, est en revanche devenue une métamorphose ultérieure du concept de développement classique, dans ses mille manières de se déguiser et de se reproduire. Ce dernier point mérite une analyse plus approfondie qui mette en lumière ses conséquences et ses coûts éventuels.

---

du gouvernement. L'application de cette tactique a prévu l'oubli sélectif de toutes les revendications du mouvement indigène potentiellement subversives pour le modèle de l'accumulation de capital et, au même temps, l'approfondissement de l'assistanat qui a canalisé le pouvoir du mouvement dans l'administration des projets de développement destiné aux communautés autochtones. Pour un exemple des projets de développement comme instrument de dépolitisation du mouvement indigène, Bretón (2013, 2009) et Sánchez-Parga (2010) citent à cet égard le projet-moteur de cette nouvelle tactique, le PRODEPINE (Projet de Développement des Peuples Indigènes et Noirs de l'Équateur) mis en œuvre par la Banque Mondiale dans le pays, élu car il présentait l'un des mouvements indigènes les plus forts et potentiellement déstabilisants de la région.

## **Sumak Kawsay: fuga dal consenso di Washington, verso il consenso di Pechino passando dal consensus delle commodities**

C'est désormais évident que dans les gouvernements qui ont promu le Sumak Kawsay comme principe inspirateur des politiques économiques et sociales nationales, cela a été systématiquement accompagné par la consolidation d'un type particulier d'extractivisme, défini par Gudynas (2009, 2011) comme "néo-extractivisme progressiste". Contrairement à l'extractivisme conventionnel, déjà dominant dans la région indépendamment de l'orientation politique des gouvernants, cette nouvelle configuration prévoit une redistribution des entrées à travers l'implémentations des politiques sociales et une source de légitimation garantie par la planification d'un processus de sorti de ce pattern d'accumulation. Le néo-extractivisme progressiste est en outre soutenu par les fragiles instances de l'intégration latino-américaine avec les projets infrastructurels promus par la *Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana* (IIRSA)<sup>16</sup>, élaborée dans le cadre de la *Union de las Naciones Suramericanas* (UNASUR). Ce modèle économique prédateur, fondé sur l'extraction et l'exportation de matières premières à faible valeur ajoutée, est devenu, à travers et en fonction du discours sur le Sumak Kawsay et sur la future transition vers celui-ci, la seule solution possible et raisonnable pour le développement de la région (dans une conception du « progrès » aux teintes modernistes). Après le consensus de Washington s'impose donc un nouveau credo, véritable idéologie : le *consensus des commodities*, un projet qui à force d'être répété est devenu presque indiscutable. Maristella Svampa (2013), l'auteure de cette efficace définition, a mis en lumière comment ce consensus, soutenu par les prix élevés des matières premières sur le marché mondial (et sur les importants investissements directs étrangers des pays importateurs), loin d'être une solution *dure mais nécessaire*, vers un avenir *lointain mais radieux*, il entraîne au contraire des conséquences négatives à long terme dans des pays qui se trouvent ainsi insérés dans une position d'asymétrie absolue dans le panorama global. En se situant comme exportateurs de ressources naturelles, les États néo-extractivistes s'insèrent inévitablement dans un processus de reprimarisation de leurs économies (déjà peu industrialisées en soi), exacerbé par la position absolument subalterne dans les échanges commerciaux avec les superpuissances mondiales. Les énormes projets entrepris pour l'extraction et l'exportation des matières premières (mines, infrastructures, monocultures) non seulement ils n'ont pas d'incidence significative sur la création d'emplois et ne produisent pas de transfert de connaissances et de technologies dans les pays impliqués dans ces processus, mais ils approfondissent également leur situation de dépendance tragique vis-à-vis du marché international. Toutefois, l'aspect le plus dramatique de ce système concerne les externalités négatives des projets extractifs : dégradation de l'environnement, conflits sociaux, politiques et environnementaux, augmentation des inégalités et consolidation des logiques tout à fait néocoloniales. Une attention particulière doit cependant être accordée au nouveau rôle de la nature dans les pays du Sumak Kawsay : non plus (si jamais elle l'avait été), « mère nature à protéger », mais *espace sacrificable*<sup>17</sup> au nom d'un développement qui ressemble de façon perturbante (dans le vrai sens freudien du mot, étranger et familier au même temps) à l'agenda "développementaliste" et "modernisant" conventionnelle plutôt qu'à un vrai débat sur notre mode de vie et mise en cause de notre être-dans-le-monde.

Dans ce contexte, un aspect fondamental émerge fermement : la montée exponentielle de la Chine dans les dynamiques économiques de la région, souvent lue en termes d'une nouvelle Coopération Sud-Sud dans les pays progressistes, dans une logique antiimpérialiste liée à un rejet de l'hégémonie

---

<sup>16</sup> Pour une réflexion sur le rôle des institutions interaméricaines dans la promotion du néo-extractivisme progressiste, voir l'excellent article de Zárate et Aponte Motta (2020).

<sup>17</sup> Ivette Vallejo, à partir de l'expérience équatorienne, souligne comment ces politiques économiques reprennent une cosmographie indiscutablement développementaliste, en fomentant, à travers l'exercice du biopouvoir, une colonialité de la nature qui persiste à considérer l'environnement comme un simple "espace subalterne à exploiter" (2014, 121).

étasunienne et soutenue par les principes de symétrie et d'égalité qui saturent la rhétorique liée à ces échanges commerciaux.

Si effectivement la présence du géant asiatique dans la région, en termes d'investissements étrangers directs, de crédits accordés et d'échanges commerciaux, a augmenté exponentiellement depuis le début des années 2000 - en raison d'une croissance économique galopante de plus en plus avide en ressources de base liées à l'industrie primaire et extractive et particulièrement aux minéraux, hydrocarbures et denrées alimentaires - on ne peut pas dire que celle-ci ait été caractérisée par la virtuosité propagée par l' "Esprit de Bandung" et fondée sur le bénéfice mutuel. Comme le souligne Benzi (2015), bien que la rhétorique anticapitaliste ou anti-impérialiste ait désormais disparu du discours chinois, le progressisme latino-américain insiste sur cette ligne d'interprétation, qui se rapproche le mieux des idéaux du socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle. Malheureusement, plus qu'à une "opportunité historique" de Coopération Sud-Sud et de rupture avec un Nord exclusivement orienté par des logiques de marché (Houtart 2014), le rapport entre la Chine et les pays de la nouvelle gauche ressemble davantage à un néocolonialisme dans lequel les aspects de lutte à l'hégémonie traditionnelle et de tiers-mondisme s'avèrent être des éléments essentiellement rhétoriques (d'autant plus que la Chine a démontré une diplomatie sensible envers les attentes étasuniennes).

L'agressive politique d'investissement chinoise pour l'exportation de biens primaires fondée sur l'encouragement d'accords bilatéraux qui aggravent le déséquilibre de ces relations en laissant de côté les institutions d'intégration régionales, soutient et justifie le consensus des commodities, et réduit les pays d'Amérique latine dans des économies re-primarisées (Slipak 2012) dans une situation de forte asymétrie face aux exportations chinoises de produits à haute valeur agrégée. L'ordre ainsi consolidé produit de nouvelles formes de dépendance et de domination, qui condamne les pays extractivistes à une accélération de l'accumulation par dépossession (Harvey 2003 ; Sacher 2014) et de l'accaparement de la terre, à une érosion des processus décisionnels démocratiques et à une perte irréparable de biodiversité due à la destruction environnementale. Tous ces processus sont, évidemment, en complète opposition avec les principes défendus par le Sumak Kawsay, orientés vers la plurinationalité, la participation citoyenne et la protection de l'environnement.

Après le rejet du *consensus de Washington* lié aux conséquences tragiques de deux décennies de crises politiques et économiques qui ont mis à genoux les économies et les sociétés de la région, les pays de la nouvelle gauche, sous l'égide et au nom du Sumak Kawsay, ont tourné le dos à l'impérialisme américain. Le projet alternatif qui en a défini les pratiques et les orientations a été celui du *consensus des commodities*, lié à la certitude que le seul chemin qui aurait permis d'aboutir à l'achèvement de la société du Buen Vivir et à la tertiarisation de ses économies aurait dû forcément passer par une intensification sans précédent de la primarisation de celles-ci, en se plaçant, en position subalterne et sous la menace constante de la fluctuation des prix dans le marché global, au marges du système-monde à titre d'exportateurs des matières premières. Ce projet politico-idéologique s'est ensuite accompagné, toujours dans une optique anti-impérialiste, à l'imposition d'un autre régime de vérité : le *consensus de Pékin* (Slipak 2014), à travers lequel l'intensification d'un néocolonialisme déguisé en coopération et fondé sur la dévastation environnementale et sur une croissance économique entièrement dépendante de l'extérieur, s'impose comme seule voie pour racheter le "passé opprimé" des pays progressistes.

## Conclusions

Sur la base de ce qui précède, le modèle de développement (ou d'alternative au développement, selon la façon dont on le conçoit), qui s'est dit inspiré par le Sumak Kawsay et qui s'est mis en œuvre par les pays du tournant à gauche dans les deux premières décennies du nouveau siècle, ne peut être défini « ni alternatif ni, encore moins, post-capitaliste » (Viola Recasens 2014). Même les changements

constitutionnels orientés vers la création d'États inclusifs, participatifs et respectueux de l'interculturalité ne peuvent être considérés comme un véritable moment de rupture avec les politiques de l'"administration des populations" passées (Guerrero 2000) ou comme un pas en avant vers la refondation de l'État sur des principes non eurocentriques, décoloniaux et biocentriques. Si dans le cas bolivien le gouvernement de Morales semble avoir maintenu des liens plus étroits avec les mouvements indigènes et paysans de base (ce qui n'a pas empêché la multiplication des voix dénonciations envers les mégaprojets destructifs avalisés par l'État), dans l'Équateur corréiste la participation citoyenne a subi des fortes limitations à cause d'un système hyper-présidentiel dans lequel les espaces d'autonomie conquis dans les décennies passées par les mouvements indigènes ont subi une dramatique récession, qui a fait parler d'un « démantèlement de l'État multiculturel » (Martinez Novo 2016). Bien que des fondamentales politiques sociales aient été indéniablement mises en œuvre (même si elles n'ont jamais été caractérisées par une révision critique des dichotomies classiques entre pauvreté et développement), elles ont cependant été marquées par le clientélisme et la spéculaire criminalisation envers les "ennemis de la révolution".

La plus grande et incontestable criticité qui marque enfin les expériences des gouvernements du Sumak Kawsay (cette fois tous), est le fondamental néo-extractivisme progressiste qui les a régies et qui rend injustifiés, et désormais injustifiables, les enthousiasmes vers ce qu'on espérait être un "tournant biocentrique". Au-delà du débat sur la solidité conceptuelle liée à la reconnaissance des droits de la nature, il apparaît maintenant claire l'incohérence entre cette proposition et la politique réelle, qui au contraire met en évidence une utilisation instrumentale du concept de « Buen Vivir » comme dispositif de gouvernabilité (Carranza Barona 2019, 44).

Cette *realpolitik*, fondée sur un système de déprédation de la nature et d'accumulation par dépossession, non seulement ne rachète pas les pays de la région de leur situation de producteurs de matières premières à la merci de la fluctuation des prix du marché international, mais elle en approfondit l'insertion dans cette situation néfaste, qui au lieu de les transformer en "pays tertiaires exportateurs de bioconnaissances et de services touristiques"<sup>18</sup>, les condamne à une primarisation inévitable et à la dépendance aux puissances qui, sous une apparence de coopération Sud-Sud anti-impérialiste, répètent l'infinie soumission des pays touchés par la "malédiction de l'abondance" (Acosta 2009).

Comme ce fut le cas, en son temps, du développement durable, il semble maintenant que c'est le Sumak Kawsay qui a assumé le rôle de "discours hégémonique", véritable *must have* dans chaque déclaration gouvernementale : omniprésent, mal défini et surtout susceptible de prendre une signification quelconque selon les intérêts des acteurs qui le nomment, engendrant des récits même contradictoires. Son succès, comme pour le développement durable, semble désormais dû à sa compatibilité avérée avec le (post?) capitalisme technocratique et une idéologie encore moderniste, un nouveau "escamotage rhétorique"<sup>19</sup> ou une "alternative dialogique" (Vanhulst et Beling 2013) qui permet de légitimer des pratiques écocides au nom de leur propre dépassement dans un futur-mirage à atteindre à travers un "acte de foi" envers une planification technocratique néo-développementaliste de longue durée.

---

<sup>18</sup> Cette phrase indique la dernière étape du plan de transition vers le Sumak Kawsay défini par le *Plan Nacional para el Buen Vivir* équatorien.

<sup>19</sup> Dans ce sens-là (dénoncé par nombre des auteurs comme Wolfgang Sachs ou Serge Latouche) la durabilité devienne une stratégie pour renforcer le discours et les pratiques du développement plutôt que de s'attaquer aux causes de la crise écologique. L'hypothèse principale du développement durable est ainsi liée à la croyance que la croissance économique et la résolution du problème écologique peuvent, théoriquement, être conciliées. Le concept même de développement, durable ou non, n'est nullement remis en cause.

Futur-mirage. S'il y avait encore des doutes sur la manière infinie que le développement a de changer de visage et de moyens, pensez au moteur et au cœur principal de cette "tromperie continue" : la promesse, toujours accompagnée par les énormes sacrifices qui en anticipent l'accomplissement. Déjà Benjamin, dans ses "Thèses sur le concept d'histoire", mettait en garde contre ces discours concernant l'attente d'un destin de bonheur qui "doit arriver" constamment dans un futur fictif, du progrès délégué à une histoire qui doit encore se produire. Son ange de l'histoire, qui regarde avec les yeux grands ouverts vers le passé, nous interroge sur les coûts réels de ces postures et des pratiques qui les animent :

Là où nous apparaît une chaîne d'événements, il ne voit, lui, qu'une seule et unique catastrophe, qui sans cesse amoncelle ruines sur ruines et les précipite à ses pieds. Il voudrait s'attarder, réveiller les morts et rassembler ce qui a été démembré. Mais du paradis souffle une tempête qui s'est prise dans ses ailes, si violemment que l'ange ne peut plus les refermer. Cette tempête le pousse irrésistiblement vers l'avenir auquel il tourne le dos, tandis que le monceau de ruines devant lui s'élève jusqu'au ciel. Cette tempête est ce que nous appelons le progrès. (2000, 434).

## Bibliographie

- Acosta Espinosa, Alberto. 2009. *La maldición de la abundancia*. Quito: Abya-Yala.
- Altmann, Philipp. 2016. «Buen Vivir como propuesta política integral: Dimensiones del Sumak Kawsay». *Mundos Plurales - Revista Latinoamericana de Políticas y Acción Pública* 3 (1): 55-74.
- 2017. «Una breve historia de las organizaciones del Movimiento Indígena del Ecuador». *Antropología Cuadernos de investigación* 12: 105-121. doi: <https://doi.org/10.26807/ant.v0i12.76>.
- Becker, Marc. 2015. *¡Pachakutik!: movimientos indígenas, proyectos políticos y disputas electorales en el Ecuador*. Quito: FLACSO/Abya-Yala.
- Benjamin, Walter. 2000. « Sur le concept d'histoire ». Dans *Oeuvres III*. Paris : Gallimard.
- Benzi, Daniele. 2015. «Geopolítica e geoeconomía dell'integrazione. L'America Latina nel sistema mondiale all'inizio del XXI secolo». *Visioni LatinoAmericane* 13: 47-66. doi: <https://doi.org/10.13137/2035-6633/11281>.
- Boaventura de Sousa, Santos. 2009. *Una epistemología del Sur*. México: Editorial Siglo XXI.
- Bretón, Víctor. 2008. «De la ventriloquia a la etnofagia o la etnización del desarrollo rural en los Andes ecuatorianos». Dans *Intelectuales, mediadores y antropólogos, la traducción y la reinterpretación de lo global en lo local*, dirigé par Eugenia Rodríguez Sáenz et Mònica Martínez Mauri, 113-136. San Sebastián: Ankulegi.
- 2009. «La deriva identitaria del movimiento indígena en los Andes ecuatorianos o los límites de la etnofagia». Dans *Repensando los movimientos indígenas*, dirigé par Carmen Martínez Novo, 60-121. Quito: FLACSO/Ministerio de Cultura del Ecuador.
- 2013. «Etnicidad, desarrollo y 'Buen Vivir': Reflexiones críticas en perspectiva histórica». *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe* 95: 71-95. <https://www.jstor.org/stable/23595693>.
- Bretón, Víctor, David Cortez et Fernando García. 2014. «En busca del sumak Kawsay». *Íconos. Revista de Ciencias Sociales* 48: 9-24. doi: <https://doi.org/10.17141/iconos.48.2014.1206>.
- Bretón, Víctor, y Carmen Martínez Novo. 2015. «Políticas de reconocimiento neoliberales y posneoliberales en Ecuador: continuidades y rupturas». *Quaderns de l'Institut Català d'Antropologia* 31: 25-49. <http://hdl.handle.net/10459.1/59858>.
- Carranza Barrona, César. 2019. «Emergencias epistémicas de modelos alternativos al desarrollo. El Sumak Kawsay y el Buen Vivir en Ecuador». *Cuadernos de Trabajo/Lan-Koadernoak Hegoa* 80. Revue monographique. <https://publicaciones.hegoa.ehu.es/es/publications/424>.
- Chaumeil, Jean-Pierre. 2017. « La paradoja como gobernanza ». Dans *Política y poder en la Amazonia: estrategias de los pueblos indígenas en los nuevos escenarios de los países andinos*, edité par François Correa, Philippe Erikson et Alexandre Surrallés, 24-35. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.

Conaghan, Catherine M. 2015. «Surveil and Sanction: The Return of the State and Societal Regulation in Ecuador». *European Review of Latin American and Caribbean Studies* 98: 7-27. <https://www.jstor.org/stable/43279244>.

Dávalos, Pablo. 2013. «No podemos ser mendigos sentados en un saco de oro”: Las falacias del discurso extractivista». Dans *El correísmo al desnudo*, edité par Alberto José Acosta, 190-215. Quito: Arcoíris.

de la Torre, Carlos. 2011. «Corporatism, charisma, and chaos: Ecuador’s police rebellion in context». *NACLA Report on the Americas* 44 (1): 25-32. doi: <https://doi.org/10.1080/10714839.2011.11725526>.

Esteva, Gustavo, et Wolfgang Sachs. 2003. *Des ruines du développement*. Paris: Le Serpent à Plumes.

García Álvarez, Santiago. 2014. « Sumak kawsay o buen vivir como alternativa al desarrollo en Ecuador. Aplicación y resultados en el gobierno de Rafael Correa (2007-2011)». Thèse doctorale en Sciences Economiques, Universidad complutense de Madrid. <https://eprints.ucm.es/id/eprint/24571/1/T35153.pdf>.

Granda Vega, María Paula. 2016. *El macho sabio. Racismo y sexismo en el discurso sabatino del presidente ecuatoriano Rafael Correa*. Quito: Universidad Central del Ecuador. [Rapport de recherche].

Gudynas, Eduardo. 2009. «Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo». Dans *Extractivismo, política y sociedad*, aa.vv. 187-225. Quito: CAAP (Centro Andino de Acción Popular)/CLAES (Centro Latino Americano de Ecología Social).

- 2011. «El nuevo extractivismo progresista en América del sur. Tesis sobre un viejo problema bajo nuevas expresiones». Dans *Colonialismo del Siglo XXI*, aa.vv., 75-92. Barcelona: Icaria Editorial.

Guerrero, Andrés. 2000. «El proceso de identificación: sentido común Ciudadano, ventriloquia y transescritura». Dans *Etnicidades*, edité par Andrés Guerrero, 9-56. Quito: FLACSO

Hale, Charles. 2005. «Neoliberal multiculturalism: the remaking of cultural rights and racial dominance in Central America». *PoLAR: political and legal anthropology review* 28 (1): 10-19. doi: <https://doi.org/10.1525/pol.2005.28.1.10>.

- 2014. «Entre lo decolonial y la formación racial: luchas afro-indígenas por el territorio y por (¿o en contra de?) un nuevo lenguaje contencioso». *Cuadernos de Antropología Social* 40: 9-37. doi: <https://doi.org/10.34096/cas.i40.1276>.

- 2018. «When I hear the word culture...». *Cultural studies* 32 (3): 497-509. doi: <http://doi.org/10.1080/09502386.2017.1420089>.

Harvey, David. 2003. *The New Imperialism*. Oxford: Oxford University Press.

Hidalgo-Capitàn, Luis Antonio et Ana Patricia Cubillo-Guevara. 2014. «Seis debates abiertos sobre el sumak Kawsay». *Íconos. Revista de Ciencias Sociales* 48: 25-40. doi: <https://doi.org/10.17141/iconos.48.2014.1204>.

Houtart, François. 2014. «Cómo construir un nuevo modelo de desarrollo para la cooperación sur-sur y el caso del Ecuador». *Revista de Antropología Experimental* 14: 109-121. <https://revistaselectronicas.ujaen.es/index.php/rae/article/view/1885>.

Huanacuni, Fernando. 2010. *Buen Vivir / Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*. Lima: Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas – CAO I

Martínez Novo, Carmen. 2016b. «El desmantelamiento del Estado multicultural en el Ecuador». *Ecuador Debate* 98: 35-50. <http://hdl.handle.net/10469/12168>.

Ortiz Lemos, Andrés. 2015. «Taking Control of the Public Sphere by Manipulating Civil Society: The Citizen Revolution in Ecuador». *European Review of Latin American and Caribbean Studies* 98: 29-48. <http://www.jstor.org/stable/43279245>.

Quijano, Aníbal. 2007. «Colonialidad del poder y clasificación social». Dans *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*, edité par Santiago Castro-Gómez y Ramón Grosfoguel, 93-126. Bogotá: Siglo del Hombre.

Rist, Gilbert. 1996. *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Paris: Presse de la fondation nationale de Science Politique.

Sacher, William. 2015. «Megaminería y desposesión en el Sur: un análisis comparativo». *Íconos. Revista de Ciencias Sociales* 51: 99-116. doi: <https://doi.org/10.17141/iconos.51.2015.1475>.

Sánchez-Parga, José. 2010. *El movimiento indígena ecuatoriano*. Quito: Abya-Yala.

- 2011. «Discursos retroevolucionarios: Sumak Kausay, derechos de la naturaleza y otros pachamamismos». *Ecuador Debate* 84: 31-50. <http://hdl.handle.net/10469/3515>.

Slipak, Ariel Martín. 2012. «Las relaciones entre China y América Latina en la discusión sobre el modelo de desarrollo de la región: hacia economías reprimarizadas». *Iberoamérica global* 5 (1): 89-130.

- 2014. «América Latina y China: ¿cooperación sur-sur o Consenso de Beijing?». *Nueva Sociedad* 250: 102-113. <https://nuso.org/articulo/america-latina-y-china-cooperacion-sur-sur-o-consenso-de-beijing/>.

Suárez Cantos, Jonathan Patricio. 2017. «Superar el extractivismo con extractivismo: las narrativas de la penetración estatal en Morona Santiago». Mémoire de Master en Etudes Latino-Américaines, Universidad Andina Simón Bolívar, Ecuador. <http://hdl.handle.net/10644/6210>.

Svampa, Maristella. 2013. «“Consenso de los *Commodities*” y lenguaje de valoración en América Latina». *Nueva Sociedad* 244: 30-46. <https://nuso.org/articulo/consenso-de-los-commodities-y-lenguajes-de-valoracion-en-america-latina/>.

Tuaza, Luis Alberto. 2011. *La crisis del movimiento indígena ecuatoriano*. Quito: FLACSO

Vallejo, Ivette. «Petróleo, desarrollo y naturaleza: aproximaciones a un escenario de ampliación de las fronteras extractivas hacia la Amazonía suroriente en el Ecuador». *Anthropologica* 32 (32): 115-137. [http://www.scielo.org.pe/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0254-92122014000100006](http://www.scielo.org.pe/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0254-92122014000100006).

Vanhulst, Julien et Adrian E. Beling. 2013. « Buen Vivir et développement durable : rupture ou continuité ? ». *Ecologie et Politique* 46 (1): 41-54. doi : <https://doi.org/10.3917/ecopo.046.0041>.

Viola Recasens, Andreu. 2014. «Discursos ‘pachamamistas’ versus políticas desarrollistas : el debates sobre el Sumak Kawsay en los Andes». *Íconos. Revista de Ciencias Sociales* 48: 55-72. doi: <https://doi.org/10.17141/iconos.48.2014.1209>.

Walsh, Catherine. 2007. «Interculturalidad y colonialidad del poder. Un pensamiento y posicionamiento “otro” desde la diferencia colonial». Dans *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*, editadé par Santiago Castro-Gómez y Ramón Grosfoguel, 47-62. Bogotá: Siglo del Hombre.

- 2008. «Interculturalidad, plurinacionalidad y decolonialidad: las insurgencias político-epistémicas de refundar el Estado». *Tabula rasa* 9: 131-152. <https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=39600909>.

Zárate, Carlos y Jorge Aponte Motta. 2020. «Las fronteras amazónicas: un mundo desconocido». *Revista Nueva Sociedad* 289: 126-137. <https://nuso.org/articulo/las-fronteras-amazonicas-un-mundo-desconocido/>.